

« L'ESSENCE DU POLITIQUE, C'EST LA DÉCISION »

ENTRETIEN AVEC XAVIER RAUFER. La France est la mieux armée des nations européennes contre le terrorisme, à l'extérieur avec son armée, à l'intérieur avec sa police. Mais il manque une dimension cruciale à l'action sécuritaire : la volonté politique. Notre pays est paralysé par des décennies de politiquement correct, et aveugle sur le crime organisé.



Les États sont-ils armés pour faire face aux conflits de basse intensité, aux guerres asymétriques ?

En ce qui concerne l'Union européenne, certainement pas. Tous les éminents personnages européens gémissent, quand on les rencontre, qu'ils n'ont « pas de mandat ». Sinon, les États-nations existent encore bel et bien et exercent pleinement leurs prérogatives

– quand ils le peuvent. Il n'y a plus que deux États européens capables de se “bagarrer”, d'aller taper du pirate au fin fond de la corne de l'Afrique ou de monter une opération contre un groupe terroriste : la France et le Royaume-Uni. Le reste n'existe pas, en terme de souveraineté : l'Allemagne est paralysée depuis la seconde guerre mondiale, les autres États étant le 52^e, 53^e ou 54^e État américain, comme les Pays-Bas, ou considérant que ce n'est pas leur affaire.

En ce qui concerne la France, elle a tout ce qu'il faut. C'est la première armée nationale dans l'histoire du monde (si l'on excepte les Chinois), elle remonte au XV^e siècle. C'est une machine qui fonctionne toute seule de très longue date, pourvu qu'elle ait un budget. Depuis les trente dernières années, le budget de la Défense a, certes, servi de variable d'ajustement mais l'armée française a plus que de beaux restes. Il faut d'ailleurs tirer un coup de chapeau à Jean-Yves Le Drian qui, pendant tout le quinquennat mollasse de Hollande, a toujours gagné les arbitrages en faveur du ministère de la Défense et s'est battu pour que l'armée française ait les moyens d'exercer pleinement ses missions.

On a quand même l'impression que l'armée française n'est pas adaptée à la guerre contre le terrorisme – mais sommes-nous vraiment en guerre, comme disait François Hollande ?

Carl Schmitt a écrit des choses définitives sur la question, et notamment qu'une guerre se fait d'État à État, de puissance à puissance. Cette guerre-là se déclare, se mène, se conclut, il y a un droit issu pour l'essen-

tiel de la terrifiante expérience des guerres de religion des XVI^e et XVII^e siècles qui ont amené à adopter des règles simples pour les conflits entre États-nations émergents dans l'espace européen.

Dans un conflit où deux États ne s'affrontent pas, Carl Schmitt parle de « *guerre civile internationale* ». Nous luttons en ce moment contre des guérillas non-nationales, contre des bandes armées mues par le fanatisme la moitié du temps et le goût du pillage l'autre moitié, des hybrides entre crime et terrorisme. Il s'agit d'opérations que Napoléon avait résumées avec sa concision habituelle : « *la troupe combat l'ennemi, les maraudeurs sont liquidés par les gendarmes* ». Nous sommes face à ces « maraudeurs ». La France – et ceux de ses partenaires européens qui le peuvent et le veulent – doit se doter d'unités pour « *liquider les maraudeurs* », c'est-à-dire les trafiquants internationaux de stupéfiants, les fanatiques religieux, etc. Ce n'est pas infaisable, il suffit d'avoir les moyens financiers de le faire – et comme c'est la France qui le fait pour toute l'Union européenne sur le champ de bataille crucial qu'est l'Afrique sahélienne, la France devrait taxer les autres pays européens et leur présenter la note, puisque les terroristes frappent aussi en Belgique, au Danemark, en Suède, en Italie, etc.

Napoléon, spécialiste de la maraude, recommandait même qu'on décimât les fuyards.



Nous disposons des outils pour rétablir la sécurité en France en six mois pourvu que cela soit décidé.

Y a-t-il des spécificités propres au terrorisme français, dans la nature des tentatives ou de leurs auteurs ?

L'horreur du salafisme est largement partagée dans la population française, y compris musulmane. Les trois quarts, pour ne pas dire les neuf dixièmes, des Africains sahéliens sont des musulmans de tradition soufie et toutes ces tueries les révoltent et les effrayent. Si on traitait énergiquement les « maraudeurs », nous serions applaudis dans toute l'Afrique – mais nous nous battons avec une main dans le dos... Quant à ce qui se

passé en France, tout irait autrement si la France n'avait pas été paralysée par le politiquement correct pendant des décennies. Nous devrions nous doter de moyens d'observer ce qui se passe dans les fameux « quartiers » de la « *politique de la Ville* », d'y faire du renseignement et un vrai travail préventif pour détecter les éléments dangereux et les mettre hors d'état de nuire dans le respect de l'état de droit. Le colonel Beltrame a été assassiné par un voyou issu du quartier Ozanam, coupe-gorge de Carcassonne. Si ce quartier avait été policé, lui et les autres otages seraient encore vivants. Mais on ne peut laisser prospérer des zones hors contrôle, à mi-chemin entre la cour des Miracles et la piste Ho-Chi-Minh, et s'étonner qu'y prolifèrent des individus qui peuvent se fanatiser sans que nul ne le remarque ou n'ose le dire. De même que nous avons la plus vieille armée nationale du monde, nous avons la plus vieille police nationale européenne (d'ailleurs, le mot français « police » est employé dans la plupart des pays d'Europe). Si on lui permettait de travailler normalement, le problème serait aisément résolu. L'essence du politique, c'est la décision. Le politique n'est pas fait pour fixer le salaire de nuit des infirmières ou le jour d'ouverture des soldes mais pour décider. Nous disposons des outils pour rétablir la sécurité en France en six mois pourvu que cela soit un jour décidé. Le problème, c'est de s'équiper de dirigeants politiques qui ont le goût de décider et pas de se former une vision de la France en lisant les notes de conjoncture de Goldman Sachs.

Peut-on considérer que l'impression de menace permanente, ressentie en France, et la manière dont chaque opposant est désormais qualifié de « radicalisé » est une victoire du terrorisme ?

Mais ce n'est pas ce que veulent les terroristes islamistes... Une victoire de l'islam radical, ce serait par exemple la reconquête d'al-Andalus. Les djihadistes veulent réunir tous les musulmans du monde en un califat unique puis convertir le reste de la planète. C'est évidemment absurde et ça n'aura jamais lieu. Voilà quelques années le maréchal al-Sissi, président de l'Égypte, la première puissance musulmane arabe, a convoqué des dignitaires sunnites – notamment ceux de la mosquée et centre spirituel al-Azhar, du Caire – et



À Corleone, haut lieu maffieux, les rues sont tranquilles : le crime organisé tire sa force de son invisibilité.

les a engueulés, il n'y a pas d'autre terme, exigeant d'eux qu'ils arrêtent de croire qu'un milliard de musulmans allait convertir et soumettre le reste du monde, qu'ils reprennent le contrôle de leur troupe et les calment. En fait, je crois que les fanatiques salafistes se moquent de ce qui se passe chez nous. Donc, là aussi, il suffit de décider d'éliminer les assassins et d'avertir ceux qui n'ont pas encore basculé qu'ils doivent arrêter ou qu'ils se feront expulser.

À vous entendre, on a l'impression que la solution n'est qu'une question de volonté politique ?

De décisions concrètes. Exemple, il y a 15 000 étrangers dans les prisons française, on peut constituer une commission examinant chaque cas selon le droit et les deux-tiers d'entre eux, ne bénéficiant d'aucune exception humanitaire, pourraient être renvoyés chez eux, dans la minute. Si on veut, on peut.

La menace terroriste est-elle exagérée ?

Dans le monde entier, la principale menace, c'est le crime organisé. Nous avons eu des années redoutables

derrière nous, en France, et les organisations islamistes sont toujours actives, mais elles ne représentent plus la menace majeure. Il faut regarder ça dans une perspective plus large. Nous vivons en 2019 dans la société de l'information, qui ne voit que ce qui bouge et fait du bruit, de manière assez animale. Quand une menace est visible, éclatante, les médias la voient et lui donnent un grand retentissement. Mais le crime organisé ne se voit pas – donc les médias en parlent peu et nous nous inquiétons peu. Pendant dix ans ils nous ont ainsi vanté le Brésil de Lula en taisant les ravages de la criminalité, avec un taux d'homicide trente fois supérieur à celui de l'Union européenne : parce qu'un meurtre dans un coin ne fait pas de bruit... alors qu'il y en a eu près de 64 000 au Brésil en 2017 ! La société de l'information ne sait pas percevoir les symptômes discrets, ce que Carl Schmitt appelait la « *modestie secrète des commencements* ». Nous nous intéressons au terrorisme islamiste, qui est sur sa pente descendante (même s'il peut durer encore dix ans) et pas aux mafias, au crime organisé, qui posent des problèmes bien plus graves mais peu visibles, voire invisibles. ■ **PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE MESNARD**